

DELEGATION PERMANENTE  
DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE  
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
AUPRES DE L'UNESCO



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
الوفد الدائم  
لدى اليونسكو

**Intervention de S.E. M. Abdelkader MESDOUA,  
Ambassadeur, Délégué Permanent de l'Algérie auprès de l'UNESCO  
à l'occasion de la 202<sup>e</sup> session du Conseil Exécutif**

**(Débat général)**

Paris, le 9 octobre 2017

Monsieur le Président de la Conférence générale,  
Monsieur le Président du Conseil Exécutif,  
Madame la Directrice Générale,  
Mesdames et Messieurs les Délégués,

Je voudrais, tout d'abord, vous féliciter pour la conduite de nos travaux et votre présidence avisée de cette 202<sup>e</sup> session du Conseil exécutif. Je puis vous assurer de l'entière coopération de ma délégation pour le succès de nos travaux.

Je voudrais également féliciter Mme la Directrice Générale pour le rapport présenté relatif à la situation de notre Organisation et des défis qu'elle a à relever non seulement dans le cadre des missions qui sont les siennes mais aussi s'agissant de la prochaine session de la Conférence générale.

**Monsieur le Président,**

Cette session, la dernière sous votre mandat, aura à élire un nouveau Directeur général. Il s'agit d'une échéance certes importante parce que celle-ci portera sur le choix de la personne qui aura à diriger notre organisation le prochain mandat mais notre session, au-delà, aura, aussi, à se pencher sur d'autres questions non moins importantes inscrites à l'ordre du jour qui doivent, de notre point de vue, retenir toute notre attention et à propos desquelles je voudrais partager avec vous quelques réflexions :

**1. Le cas du budget et programme pour la prochaine biennie:** Il s'agit là incontestablement d'une question sensible et à laquelle ma délégation a activement participé. Les discussions difficiles que nous avons eues et le consensus auquel nous sommes parvenus sous la conduite de Mme l'Ambassadeur d'El Salvador, présidente de la Commission administrative et financière, permettront à notre Conseil de recommander à la Conférence générale une solution évitant le blocage et permettant d'aller de l'avant.

Il est important, comme la délégation algérienne n'a cessé de le plaider, que l'Organisation dispose de ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat et que chaque Etat membre s'acquitter de sa contribution à temps pour lui permettre de remplir ses missions.

**2. Le rôle de chef de file confié naturellement à l'UNESCO dans le cadre de l'ODD4 relatif à l'éducation 2030** doit être mis en œuvre même si la situation financière et les contraintes de personnel ont négativement influé sur le bon déroulement de la plupart des autres programmes. Il me plait dans ce contexte, de relever l'organisation, prévue le 1<sup>er</sup> novembre prochain en marge des travaux de la 39<sup>e</sup> session de la Conférence Générale, d'une rencontre de haut niveau sous le thème « Renforcement des responsabilités dans la mise en œuvre de l'ODD4 Education 2030 », à laquelle la délégation algérienne participera activement.

**3. Ma délégation prend note du Rapport sur la stratégie de renforcement de l'action de l'UNESCO en matière de protection de la culture et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé, et suivra attentivement sa mise en œuvre d'autant que son adoption par notre Conseil a été difficile à se dessiner, particulièrement en ce qui a trait à la distinction à faire entre ce qui relève du mandat de notre Organisation et ce qui relève du mandat d'autres institutions onusiennes**

Ceci dit, l'Algérie poursuivra son soutien aux initiatives et autres actions développées par l'UNESCO pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit, objet de destruction et de pillage par des groupes de terroristes criminels dont la jonction avec le crime organisé est aujourd'hui avérée dans de nombreuses zones d'instabilité.

**4. Pour avoir souffert elle-même des affres du terrorisme pendant de longues années, seule et dans l'indifférence la plus totale, l'Algérie mesure la souffrance des autres peuples qui font face à ce fléau. Elle réaffirme, dans ce cadre, sa pleine solidarité et son engagement entier dans la lutte contre ce phénomène transnational.**

Mon pays réitère à ce titre, sa disponibilité à partager son expérience en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dont l'éducation, au cœur du mandat de l'UNESCO, constitue le premier levier d'actions pour escompter des résultats concrets dans ce domaine.

**5. En ce qui concerne les réunions intersessions expérimentées ces deux dernières années, la délégation algérienne s'est prononcée sur cette question lors de nos délibérations du 22 septembre dernier. Elle rappelle qu'il ne serait pas recommandé de reconduire ce format de réunions qui se sont avérées budgétivores et fort peu utiles. Elle est d'avis de revenir au Groupe préparatoire qui se réunissait pendant deux à trois jours et dont le Président ou la Présidente proposait au Conseil des recommandations précises permettant justement de faire des économies de temps et d'argent. Un statut de participant renforcé peut dans le même temps, être réservé au sein de ce Groupe aux membres observateurs.**

**6. Enfin, ma délégation appelle à la mise en œuvre des décisions adoptées par le Conseil sur la Palestine et la préservation de ses sites culturels et historiques.**

**Monsieur le Président,**

Au moment où notre quatrième mandat consécutif au sein du Conseil arrive à son terme à la fin de la prochaine Conférence générale, la délégation algérienne qui n'a à aucun moment ménagé ses efforts pour la réussite de nos travaux, tient à remercier l'ensemble des collègues des Etats membres et non membres de cet organe pour leur coopération, leur appui et soutien, ainsi que nos amis du Secrétariat pour leur disponibilité qui nous ont grandement facilité la tâche.